



Ville d'Esch-sur-Alzette

Secrétariat

Annonce publique de la séance :
le 28 janvier 2021

Convocation des conseillers :
le 27 janvier 2021



Délibération du Conseil Communal de la ville d'Esch-sur-Alzette

Séance du 5 février 2021

Présents : Georges Mischo, Député-maire, Martin Kox, André Zwally, Pierre-Marc Knaff, Christian Weis, Echevins, Vera Spautz, Jean Tonnar, Daniel Codello, Mike Hansen, Luc Majerus, Bruno Cavaleiro, Mandy Ragni, Daliah Scholl, Line Wies, Jeff Dax, Luc Theisen, Catarina Simoes, Laurent Biltgen, Stéphane Biwer, Conseillers, Jean-Paul Espen, Secrétaire général

Excusés :

Le Conseil Communal;

**Objet : 1.3.1. Refonte du PAG et PAP QE - Réponses apportées
aux observations et objections des réclamants; décision**

Considérant que par sa délibération du 08 mars 2019 le conseil communal s'est déclaré d'accord pour lancer la procédure d'adoption du nouveau projet d'aménagement général (PAG) de la Ville d'Esch-sur-Alzette, parties écrite et graphique, et a chargé le collège des bourgmestre et échevins de procéder aux consultations prévues aux articles 11 et 12 de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain ;

Considérant que dans le cadre de la procédure d'adoption du plan d'aménagement général et conformément à l'article 12 de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain la délibération précitée du conseil communal portant sur le nouveau projet d'aménagement général avec ses documents annexes a été déposée pendant 30 jours complets, à partir du 11 mars 2019, à la maison communale où le public a pu en prendre connaissance ; que cet affichage a été publié en date du 11 mars 2019 dans quatre quotidiens publiés et imprimés au Grand-Duché de Luxembourg ; que le projet de nouveau PAG a été publié sur le site internet <https://administration.esch.lu/nouveau-pag/> ;

Considérant que le projet d'aménagement général (PAG), composé d'une partie écrite et d'une partie graphique, n'est à lui seul pas suffisant pour déterminer les possibilités de construire en Ville, mais qu'il doit être accompagné et précisé par des projets d'aménagement particuliers « quartier existant » (PAP QE) qui eux déterminent les règles de construction, à savoir les emprises d'implantation des constructions, leur hauteur, leur profondeur, les reculs à respecter etc. ; que ces PAP « quartier existant » sont en application des articles 30 et suivants de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain soumis à une procédure d'adoption parallèle qui a été entamée en concomitance par le collège des bourgmestre et échevins ;

Considérant que le PAP « quartier existant » exécute et précise les dispositions

règlementaires relatives aux zones urbanisées arrêtées par le projet d'aménagement général de la Ville d'Esch-sur-Alzette ;

Considérant qu'en vertu de l'article 27 (1) de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain, le premier établissement des projets d'aménagement particuliers « quartier existant » est mené parallèlement à la procédure d'adoption du projet d'aménagement général qui a été entamée par délibération du conseil communal du 8 mars 2019 ;

Considérant que par sa décision du 8 mars 2019 le collège des bourgmestre et échevins a engagé la procédure d'adoption du premier projet d'aménagement particulier « quartier existant » de la Ville d'Esch-sur-Alzette, parties écrite et graphiques et plans de repérage ;

Considérant que le dossier du projet d'aménagement particulier « quartier existant » établi par le bureau d'études Zeyen & Baumann S.à.r.l en collaboration avec l'Administration de l'Architecte, Division du Développement urbain et économique, composé d'une partie écrite, de 3 parties graphiques ainsi que de 2 plans de repérage, définit le premier PAP QE ;

Considérant que le collège des bourgmestre et échevins a tenu, en application de l'article 12 de la loi modifiée du 19 juillet 2004, une réunion d'information avec la population, le 14 mars 2019 à l'Hôtel de Ville, concernant l'aménagement communal et le développement urbain ;

Considérant que suivant l'article 13 de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain, les observations et objections contre le projet de nouveau PAG ont dû être présentées par écrit au collège des bourgmestre et échevins, dans un délai de trente jours de ladite publication, ceci sous peine de forclusion, soit jusqu'au 10 avril 2019 inclus ;

Considérant que dans ce délai, 92 objections ont été introduites ;

Considérant qu'un certain nombre d'observations contre le nouveau PAG visent des dispositions relevant des projets d'aménagement particuliers « Quartiers Existant » (PAP QE) ;

Considérant qu'un certain nombre d'observations transmises dans le cadre du PAP QE relèvent aussi du PAG ;

Considérant qu'en application de l'article 13 de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain, il appartient au collège des bourgmestre et échevins d'entendre les réclamants en vue de l'aplanissement des difficultés ;

Considérant qu'il a convoqué les réclamants à 9 séances ;

Considérant que le collège des bourgmestre et échevins, après avoir entendu les réclamants en vue de l'aplanissement des difficultés, a soumis au conseil communal le résultat de cette mesure ensemble avec toutes les pièces et les plans modifiés ;

Considérant que dans le cadre de la procédure d'adoption du projet d'aménagement "Quartier existant", prévue par l'article 30 de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain, le dossier a été soumis à la Cellule d'évaluation, instituée auprès de la commission d'aménagement du Ministère de l'Intérieur, et a été déposé, pendant 30 jours complets à partir du 11 mars 2019, à la maison communale où le public a pu en prendre connaissance ; que ce dépôt a été rendu public

par voie d'affiches et par un avis au public publié le 11 mars 2019 dans quatre quotidiens publics et imprimés au Grand-Duché de Luxembourg ;
Considérant que dans ce délai légal de trente jours, les observations et objections contre le projet ont dû être présentées par écrit au collège des bourgmestre et échevins sous peine de forclusion, soit jusqu'au 10 avril 2019 inclus ;

Considérant que la loi ne prévoit pas d'audition des réclamants ;
Considérant que le collège des bourgmestre et échevins ayant examiné lesdites réclamations soumet ci-après au conseil communal le résultat de cette mesure ensemble avec les pièces et les plans modifiés ;

Vu les avis de la commission du développement urbain et du bâtiment, de la commission des infrastructures, de la mobilité et de l'accessibilité et de la commission des espaces verts du 03 février 2021 relatif au nouveau projet d'aménagement général de la Ville ;
Vu l'avis de la commission d'aménagement instituée auprès du Ministère de l'Intérieur du 07 octobre 2019, réf. : 59C/010/2019 ;
Vu les avis de la Ministre de l'environnement du 23 juillet 2019 sur le rapport sur les incidences environnementales relatif au projet d'aménagement général de la Ville d'Esch-sur-Alzette, N/Réf : 88398 ;
Vu l'avis de la Cellule d'évaluation, instituée auprès de la commission d'aménagement du Ministère de l'Intérieur, émis dans sa séance du 07 août 2019, formulé en date du 07 octobre 2019, référence 18564/59C ;

Vu la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain ;
Vu la loi modifiée du 22 mai 2008 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement ;
Vu la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles ;
Vu la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau ;
Vu la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 ;

Sur la proposition du collège des bourgmestre et échevins, et après en avoir délibéré conformément à la loi communale, tel que modifiée, et la loi du 24 juin 2020, tel que modifiée, portant introduction de mesures temporaires relatives à la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 et à la loi modifiée du 27 mars 2018 portant organisation de la sécurité civile dans le cadre de la lutte contre le Covid-19, tous les conseillers communaux assistant en présentiel à la séance du conseil communal, à l'exception du conseiller communal Mike Hansen, assistant par visioconférence à la séance du conseil communal,

décide
avec 11 voix oui et 8 voix non

- d'apporter aux réclamations soumises les réponses annexées ci-après, qui selon les conclusions tirées ont conduit aux modifications afférentes dans les parties graphiques et /ou écrite du PAG;
- d'apporter aux réclamations soumises les réponses annexées ci-après, qui selon les conclusions tirées ont conduit aux modifications afférentes dans les parties graphiques et/ou écrite des PAP QE.

en séance

date qu'en tête